

ADN

POLITICS

MARQUE DÉPOSÉE

ADAMA BICTOGO

LE TEMPS DE L'ASSEMBLÉE.

BILAN, MÉTHODES ET IMPACT RÉEL SUR L'INSTITUTION PARLEMENTAIRE IVOIRIENNE.

VIE DES PARTIS

L'opposition ballottée par l'ogre RHDP.

POLITIQUEMENT VÔTRE

CEDEAO : Moment de vérité pour l'intégration ouest-africaine. **Interview** : SEM Fanta Cissé Ancienne représentante résidente.

GEOPOLITICS

RDC - RWANDA : Au coeur des tensions régionales dans les grands lacs.

Cloud 4 Africa

Let's change Africa with Cloud...

Votre hébergeur et bâtisseur de Cloud sur mesure en Afrique

CLOUD4AFRICA SA est une entreprise d'ingénierie cloud spécialisée dans la construction d'environnements cloud sur mesure et sécurisés pour les administrations gouvernementales, les entreprises et les opérateurs télécom.

Vision :

"Être le catalyseur de la souveraineté numérique en Afrique, offrant du cloud bâti localement et opéré selon les plus hauts standards internationaux."

Mission :

Offrir des solutions numériques sécurisées, accessibles et adaptées aux réalités africaines, dans une logique de souveraineté, d'innovation et de croissance durable.



CLOUD ENABLER

Nous sommes le partenaire local, pionnier et bâtisseur du cloud souverain pour accompagner les institutions gouvernementales, opérateurs Télécom, opérateurs de datacenters et fournisseurs Internet.



CLOUD PROVIDER

Nous hébergeons vos applications, contenus et données dans des environnements performants, en optimisant vos coûts et en renforçant la sécurité.



OUTSOURCING AND MANAGED SERVICES

Nos équipes d'infogérance et IT Automation prennent en charge la gestion de vos infrastructures pour vous permettre de vous concentrer sur votre cœur de métier.



CLOUD CONSULTING

Nos experts certifiés vous accompagnent dans l'élaboration de votre stratégie cloud.



CYBER SECURITY

Nous proposons des solutions robustes pour protéger vos données sensibles et sécuriser vos infrastructures.



IANA 4341

En tant que Registrar de **1er niveau accrédité ICANN**, nous offrons des services de gestion de noms de domaine sûrs, transparents et compétitifs aux entreprises, institutions, associations ou particuliers.

Contacts :

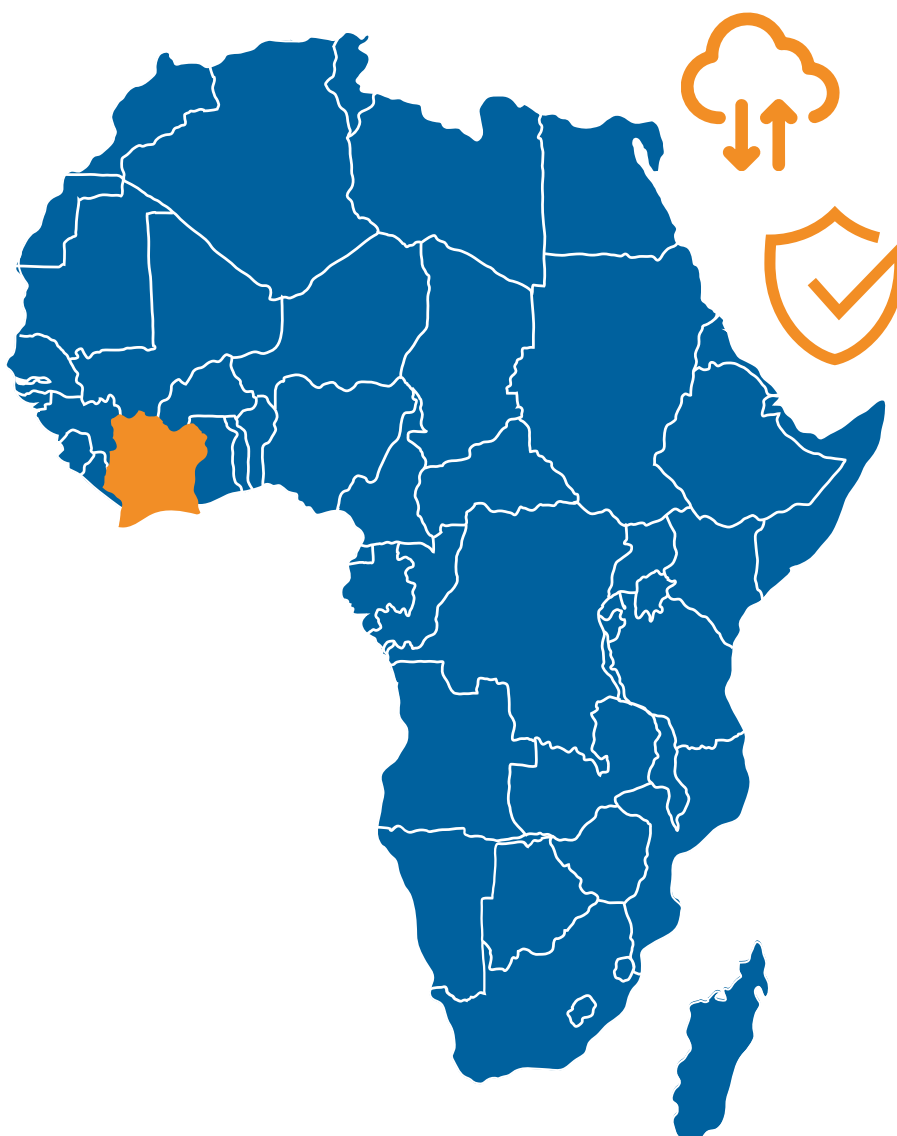
 Tél. : +225 27 22 26 56 29

 Site web : www.cloud4africa.net  E-mail : infos@cloud4africa.net



Investir dans l'Afrique Digitale avec CLOUD4AFRICA

CLOUD4AFRICA s'appuie sur une expertise locale et des standards internationaux, pour se positionner comme l'architecte d'un écosystème numérique panafricain sécurisé, compétitif et durable.



**MARCHÉ EN
CROISSANCE**

+20% / an



**CADRE JURIDIQUE
SOLIDE**

RGPD loi n° 2013-450



**INTÉGRATION
RÉGIONALE**

Accord-cadre UEMOA 2021



Le grand
Décry



ptage

p.34



SOMMAIRE

ÉDITORIAL

09 La plume engagée

Par Jessica NGUESSAN

LES GRANDES DÉCISIONS

12 GÉOPOLITICS

CRISE RDC-RWANDA : Au cœur des tensions régionales dans les grands lacs.

Coordonné par Henri AYE

20 LEADER EN LUMIÈRE

CHRISTELLE VUANGA MUKONGO

Une force au service des femmes et des jeunes.

32 MOUNTAGA KÉITA

Au centre du bien être, du développement durable de sa communauté et de la santé.

Par Joël RABBI

POLITIQUEMENT VÔTRE

56 CEDEAO : moment de vérité pour l'intégration ouest-africaine.

Par Gérard Koné

LE GRAND DÉCRYPTAGE

Adama Bictogo, Le temps de l'assemblée.

Bilan, méthodes et impact réel sur l'institution parlementaire ivoirienne.

Par Joël RABBI

VIE DES PARTIS

L'opposition ballottée et ratatinée par l'ogre RHDP.





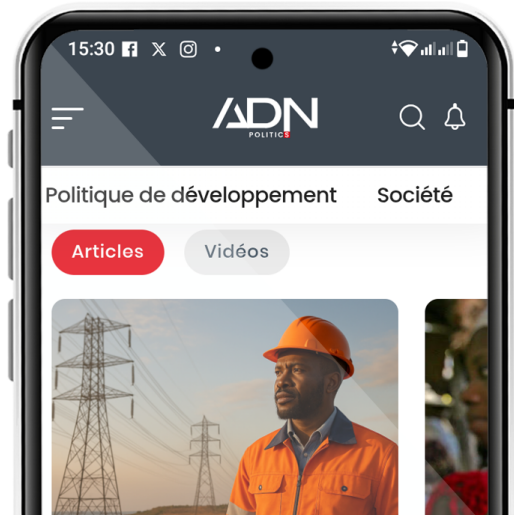
30



44



TELECHARGEZ NOTRE APPLICATION MOBILE EN SCANNANT LE CODE QR





Mars - Juin 2026 | N°003

Un magazine trimestriel conçu et édité par
JEN'S CORPORATION

info@adnpolitics.com

Représentante légale & Responsable de production

Jessica N'Guessan

Directeur de publication

Bertin Mambo

Rédacteur en chef

Joël RABBI

Correcteur

Théodore Bilé

Coordinateur de la rédaction

Gilles Kouadio N'Guessan

Consultant en stratégie éditoriale

Dany Masongezi

Direction artistique et maquette

Agence Marque d'Honneur SARL

Analyste politique

Henri AYÉ

Impression

HOODA GRAPHICS

TIRAGE

5000 exemplaires

Distribution Côte d'Ivoire

Librairie de France

Edipresse - Librairie de France

SIÈGE DE LA RÉDACTION

Abidjan, Bingerville, Côte d'Ivoire

Sébia Yao - Tribunal du palais

BPM 176 CIDEX 01 | Tel. : (+225) 01 505 656 56 / 21 500 597 44

Institutions, rapports de force et moment de vérité.

Quatre mois plus tard : une plateforme qui évolue, une lecture qui s'affirme.

Chers lecteurs,
Quatre mois se sont écoulés depuis notre dernière parution en octobre. Quatre mois de réflexion, d'ajustements, de travail de fond.

ADN Politics ne revient pas simplement avec un nouveau numéro. Nous revenons avec une nouvelle dynamique.

Notre plateforme évolue peu à peu. Notre ambition s'affine : proposer une lecture politique autrement.

Plus structurée.

Plus institutionnelle.

Plus exigeante. Moins dans la réaction immédiate, davantage dans l'analyse durable.

Ce troisième numéro s'inscrit dans cette transformation. Il pose une question centrale : Que reste-t-il des institutions lorsque les hommes passent ?

Le départ de Adama Bictogo de la présidence de l'Assemblée Nationale ouvre un temps d'évaluation.

Au-delà des équilibres politiques, quel impact réel sur l'institution parlementaire ivoirienne ?

Une méthode laisse toujours une trace. Encore faut-il savoir la mesurer.

À l'échelle régionale, les tensions persistantes entre la République démocratique du Congo et le Rwanda rappellent que les rapports de force ne sont jamais figés. Ils redessinent en permanence les équilibres sécuritaires du continent.

En Afrique de l'Ouest, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest traverse un moment décisif. Avec le regard de son ancienne représentante résidente, Son Excellence Fanta Cissé, nous interrogeons l'avenir de l'intégration régionale dans un contexte de tensions politiques et de repli souverainiste.

Ce numéro met également en lumière une génération d'engagement incarnée par Christelle Vuanga et Mountaga Keïta, rappelant que la transformation institutionnelle passe aussi par des trajectoires individuelles fortes.

Enfin, notre vie de parti refait surface dans ce numéro, avec un paysage largement structuré par le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix. Opposition en recomposition ou marginalisation durable ? Là encore, il s'agit moins d'opinion que d'analyse des rapports de force.

Chers lecteurs, si ADN Politics évolue, c'est parce que vous exigez davantage. Et nous aussi. Comprendre la politique aujourd'hui, ce n'est pas suivre les hommes. C'est comprendre les institutions qu'ils traversent et les équilibres qu'ils laissent derrière eux.

Bienvenue dans ce moment de vérité.



L'Édito par

Jessica NGuessan

Responsable production



**Credit
Access**

2026 L'ANNÉE DE L'IMPACT

Chaque entreprise financée se transforme,
contribue à créer de l'emploi et à renforcer
notre économie

Credit Access, acteur engagé
de la Finance à Impact





Credit Access

ENSEMBLE
DEPUIS



L'EXCELLENCE EST PLUS QU'UNE
RÉALITÉ AUJOURD'HUI



Adapté par CORAL MEDIA V-8794/CSP/D/24

 **ALLÔ ACCESS**
(+ 225) 25 22 020 400

 **ADRESSE SIÈGE**
COCODY, RIVIERA PALMERAIE

Bâtir l'avenir ensemble
 www.creditaccess.ci

CRISE

RDC-RWANDA

Un conflit aux multiples ramifications.

Au cœur de la région des Grands Lacs, la crise persistante entre la République Démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda demeure l'un des foyers de tension les plus complexes du continent africain. Elle entremêle enjeux sécuritaires, rivalités d'influence, exploitation des ressources minières, prolifération de groupes armés et ingérences extérieures, avec des conséquences directes sur l'équilibre politique et humanitaire de l'ensemble de la région.

Depuis plusieurs mois, la dégradation des relations entre Kinshasa et Kigali prend une tournure de plus en plus préoccupante. La résurgence du mouvement rebelle du M23 dans l'est congolais ne constitue que la manifestation la plus visible d'un conflit ancien,

enraciné dans les traumatismes des années 1990, notamment le génocide contre les Tutsis au Rwanda en 1994 et les guerres successives du Congo.

Aujourd'hui, cette crise mobilise chefs d'État africains, organisations régionales, diplomates occidentaux et grandes puissances, tous redoutant une escalade aux ramifications régionales et internationales.

Un conflit hérité des tragédies des années 1990

À la suite du génocide rwandais, des milliers de combattants et d'auteurs présumés de crimes, regroupés par la suite au sein des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), se

sont repliés dans l'est du Zaïre, devenu depuis la République Démocratique du Congo. La présence durable de ce groupe armé sur le territoire congolais constitue, depuis près de trois décennies, le principal argument sécuritaire avancé par le Rwanda et le régime de Paul Kagamé pour justifier ses préoccupations et, selon le pouvoir congolais, certaines de ses interventions.

« La crise sécuritaire qui secoue l'est de la République Démocratique du Congo trouve ses origines dans deux racines historiques majeures : l'une d'ordre géopolitique, l'autre liée au génocide rwandais de 1994 »,

explique à ADN Politics Carlos Kabyuma Mupili, juriste et expert congolais des conflits armés.



« À la suite de la prise du pouvoir par le Front Patriotique Rwandais (FPR), des centaines de milliers de réfugiés Hutus, y compris d'anciens soldats des ex-FAR et des miliciens Interahamwe, se sont réfugiés à l'est de la RDC (alors Zaïre), emportant avec eux des armes lourdes et refusant tout désarmement à la frontière. Le nouveau régime rwandais accusait ces groupes armés de se réorganiser dans les camps de réfugiés avec la complicité ou le silence des agences onusiennes. Cela a servi de justification officielle au Rwanda pour soutenir la rébellion de l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo) conduite par Laurent-Désiré Kabila en 1996 », insiste, avec force détail, l'expert congolais des conflits armés.

En février 2025, à l'occasion d'une rencontre avec des responsables sécuritaires rwandais, Paul Kagamé rappelait cette position constante : « **le Rwanda ne peut pas rester indifférent lorsqu'une force génocidaire armée se trouve juste à côté de sa frontière** », soulignant ce qu'il considère comme une menace existentielle pour son pays. Mais sur le terrain, cette lecture est de plus en plus contestée. « **Les FDLR d'aujourd'hui ne sont plus celles de 1994** », note l'expert congolais des conflits armés.

« **Beaucoup de leurs combattants sont nés en RDC, peu entraînés, vieillissants pour certains.**

Ils n'ont jamais mené d'offensive sur le territoire rwandais », souligne Carlos Kabyuma Mupili. Derrière l'argument sécuritaire, l'expert voit surtout un prétexte récurrent, utilisé pour justifier des interventions indirectes dans l'Est congolais. « **Le Rwanda est un petit pays utilisé par l'Occident pour déstabiliser la RDC** », est convaincu Kabyuma Mupili.



Du côté du gouvernement congolais aussi, l'on rejette fermement cette lecture. Lors du dernier sommet de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), le président congolais Félix Tshisekedi a dénoncé ce qu'il estime être une instrumentalisation du prétexte sécuritaire.

« **Le Rwanda ne cherche pas la sécurité, mais l'exploitation illégale de nos ressources et le maintien d'une instabilité chronique dans l'Est de la RDC** », a-t-il déclaré devant ses homologues, accusant Kigali de poursuivre des objectifs économiques et géopolitiques.

Le M23, épicerie militaire et diplomatique de la crise

Depuis sa résurgence en 2021, le Mouvement du 23 mars (M23) a progressivement étendu son emprise territoriale dans la province du Nord-Kivu, infligeant de lourdes défaites à l'armée congolaise et ravivant les tensions diplomatiques. Plusieurs rapports d'experts des Nations Unies ont fait état de « **preuves concordantes indiquant un soutien direct du Rwanda** » à cette rébellion, notamment en matière logistique et militaire.

Le Rwanda rejette ces accusations et renvoie la responsabilité à Kinshasa, qu'il accuse de coopérer avec les FDLR et de ne pas assurer la protection des populations rwandophones vivant dans l'est de la RDC.

En octobre 2023, lors d'une conférence internationale à Addis-Abeba consacrée à la paix et à la sécurité dans la région, le ministre congolais des Affaires



étrangères, Christophe Lutundula, avait tenu un discours particulièrement dure, accusant le Rwanda d'agresser son pays.

« **Ce qui se passe aujourd'hui n'est pas une rébellion interne. Il s'agit de l'agression caractérisée d'un pays voisin, avec une armée régulière opérant sous couvert d'un mouvement rebelle** », avait-il critiqué, appelant à une prise de conscience internationale.

Pour Carlos Kabyuma Mupili, le M23 d'aujourd'hui n'est plus une simple rébellion locale. « **C'est une structure hybride, politiquement plus élaborée, militairement mieux organisée et insérée dans une stratégie régionale** » explique l'expert.

Selon lui, la création de l'Alliance Fleuve Congo (AFC), portée par Corneille Nangaa et rejointe par plusieurs figures de l'opposition congolaise, illustre cette mutation. Mais contrairement à l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila en 1996, qui avait suscité un large espoir populaire, l'AFC/M23 peine à convaincre les populations locales.

Gouverneurs nommés, administration imposée, absence de consultation : **le fossé avec la base est profond.**

Une crise humanitaire d'une ampleur alarmante

Sur le terrain, les conséquences humanitaires sont dramatiques. Les combats aux alentours de Goma ont provoqué le déplacement de centaines de milliers de civils, contraints de se réfugier dans les camps de Kanyaruchinya, Bulengo et Mugunga, déjà saturés. La représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en RDC, Bintou Keïta, a mis en garde à plusieurs reprises contre l'aggravation de la situation. « **Chaque nouvelle avancée du M23 se traduit immédiatement par un désastre humanitaire, avec des femmes et des enfants exposés en première ligne à la violence et à la précarité** », a-t-elle déclaré en septembre devant le Conseil de Sécurité, avant son départ précipité de la tête de la mission onusienne en fin novembre dernier.

Toutefois, pour l'expert congolais, cette tragédie n'est pas nouvelle. « **Depuis 1998, l'Est de la RDC vit dans une urgence humanitaire permanente. Massacres, viols systématiques, enrôlement d'enfants, routes inexistantes. C'est une société entière qui a été sacrifiée** ».

Une crise régionale aux alliances mouvantes

Une désescalade immédiate et vérifiable

La crise RDC-Rwanda dépasse désormais le cadre bilatéral. Membre de la SADC, la RDC bénéficie du soutien affirmé de pays comme l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud. Le président angolais João Lourenço, désigné médiateur par l'Union Africaine, continue de plaider pour une solution politique. « **Les armes ne régleront rien. Ce conflit ne peut être résolu que par une volonté politique ferme et sincère des deux parties** », avait-il préconisé en février 2025, lors d'une réunion de médiation. À l'est du continent, les positions apparaissent plus nuancées. L'Ouganda, ancien allié d'une branche rebelle congolaise, mène des opérations conjointes avec l'armée congolaise contre les ADF, tout en conservant une relation stratégique avec Kigali. Le Kenya, de son côté, tente de maintenir un rôle d'apaisement. L'ancien président Uhuru Kenyatta, facilitateur du processus de Nairobi, avait prévenu que « **nous devons absolument éviter que la région des Grands Lacs ne bascule dans une confrontation directe entre États** ».

« **Le Rwanda et l'Ouganda jouent le rôle d'intermédiaires visibles** », analyse pour sa part Carlos Kabyuma Mupili. « **Mais, ils ne sont pas les seuls acteurs. Ils servent aussi de relais à des intérêts plus larges** ».

L'EAC et la CIRGL, quant à elles, apparaissent affaiblies, incapables de s'imposer comme des médiateurs crédibles.

Les ressources minières, moteur profond des tensions

L'est de la RDC, riche en coltan, or, cassitérite, cobalt et lithium, se situe au cœur d'une compétition économique régionale et mondiale. Kinshasa accuse Kigali de chercher à contrôler indirectement ces ressources stratégiques, essentielles aux industries électroniques, automobiles et aux technologies de la transition énergétique. Cette analyse est partagée par plusieurs diplomates occidentaux.

Lors d'une audition au Congrès américain, un haut responsable du Département d'État a reconnu « **l'existence d'un lien manifeste entre les zones minières stratégiques et les zones d'activités du M23** », tout en appelant le Rwanda à « **cesser tout soutien aux groupes armés** ».

L'Union Européenne, quant à elle, appelle régulièrement à « **une désescalade immédiate et vérifiable** » et n'exclut pas le recours à des sanctions ciblées contre les acteurs jugés responsables de l'instabilité persistante.



POUR L'EXPERT CONGOLAIS,

«les groupes armés, étrangers comme nationaux, vivent des mines. Ils y installent des administrations parallèles, violent les droits humains et alimentent des circuits économiques transnationaux».



Les accords de paix successifs échouent, selon lui, parce qu'ils ignorent cette réalité économique.

Pour l'expert congolais, « **les groupes armés, étrangers comme nationaux, vivent des mines. Ils y installent des administrations parallèles, violent les**



droits humains et alimentent des circuits économiques transnationaux ». Les accords de paix successifs échouent, selon lui, parce qu'ils ignorent cette réalité économique.

Un avenir incertain malgré les médiations

Malgré les initiatives de l'Union africaine, de la CIRGL, de la SADC, de l'EAC et l'implication de plusieurs puissances occidentales, la situation demeure bloquée.

L'ancien président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, résumait l'inquiétude générale.

« **nous sommes assis sur un véritable baril de poudre** », avait laissé entendre le Tchadien.

Groupes armés et guerre par procuration

Plus d'une centaine de groupes armés opèrent aujourd'hui dans l'est de la RDC. Certains revendiquent des causes locales, d'autres servent des intérêts régionaux. Dans ce climat de méfiance, la frontière entre tolérance passive, instrumentalisation et soutien actif devient floue.

Chaque avancée militaire est perçue comme une manœuvre indirecte d'un État voisin, alimentant un cycle de suspicions et de représailles.

Un nœud géopolitique difficile à défaire

La crise entre la RDC et le Rwanda dépasse largement un simple différend bilatéral. Elle cristallise des enjeux économiques mondiaux, des rivalités régionales et des traumatismes historiques non résolus. « **Personne ne peut nier le soutien de l'armée rwandaise (au M23). Aujourd'hui, la rébellion a réussi à recruter des Congolais et à recycler les FARDC capturés. Elle se sert aussi de la logistique des FARDC abandonnée dans les champs de bataille** », persiste Carlos Kabyuma Mupili.

Puissances extérieures et appétits stratégiques

Les États-Unis, eux alternent médiation, pressions diplomatiques et soutien sécuritaire à Kinshasa, tout en cherchant à préserver leurs intérêts économiques. La stratégie commerciale impulsée sous l'ère Trump se traduit notamment par des accords autour du sous-sol congolais, conclus en marge de l'Accord de Washington, paraphé entre les belligérants, le 4 décembre 2025, suscitant des interrogations sur la neutralité américaine. La Chine, fortement implantée dans le secteur minier congolais, observe la crise avec attention. Pékin privilégie une approche pragmatique, centrée sur la sécurisation de ses investissements et la stabilité minimale nécessaire à la poursuite de ses projets.

L'OPPOSITION BALLOTTÉE PAR L'OGRE RHDP

A l'occasion des élections générales (présidentielle et législative) qui viennent de se tenir dans le dernier trimestre de l'année 2025, l'opposition politique a essuyé une série de revers qui l'ont laissée fragmentée et en difficulté face au pouvoir en place.

A l'occasion des élections générales (présidentielle et législative) qui viennent de se tenir dans le dernier trimestre de l'année 2025, l'opposition politique a essuyé une série de revers qui l'ont laissée fragmentée et en difficulté face au pouvoir en place.

Vent débout contre « le quatrième mandat » du Président Alassane Ouattara

Comme ce fut le cas en 2020 lors du troisième mandat, les partis phares de l'opposition (Pdci, Ppa-ci, Fpi ...) étaient attendus au coin du bois pour voir la stratégie mise en place pour que leur voix porte et puisse épancher la balance en leur faveur. A tout le moins donner lieu de voir de vrais rapports de forces.

Dans l'arène, d'un côté l'on avait Laurent Gbagbo et Tidjane Thiam comme têtes de gondole de l'opposition et de l'autre côté le pouvoir, avec en tête Alassane Ouattara Président en exercice.

Au-delà des discours d'éclats comme celui de Laurent Gbagbo en face de ses partisans, rien de concret, de pragmatique et de poignant n'est à mettre à l'avantage de l'opposition.

Le 7 juin 2025, Laurent Gbagbo allumait la mèche à Port-Bouet. « **S'ils veulent la bagarre, on va la faire** » pestait-il. Il réagissait aux obstacles judiciaires et administratifs empêchant sa candidature à l'élection présidentielle de 2025, notamment son maintien hors de la liste électorale.

Par « **bagarre** », l'ancien président désignait une lutte politique et démocratique acharnée contre ce qu'il a qualifié de « coup d'État civil » et de « braquage électoral » suite au rejet de sa candidature par le Conseil. Quant à Tidjane Thiam, il s'était juré de libérer la Côte d'Ivoire en une semaine. « Nous sommes unis dans ce combat. Rien n'est plus important que la semaine qui vient. Nous avons 7 jours pour libérer la Côte d'Ivoire. Dieu a créé le monde en 7 jours. Nous pouvons libérer la Côte d'Ivoire en 7 jours », a lancé Tidjane Thiam depuis la France où il s'est volontairement exilé depuis quelques mois. Des paroles en l'air de la part de Gbagbo, Thiam et d'autres leaders politiques qui n'ont pas empêché le pouvoir de s'incruster davantage en prenant un large contrôle des rapports de forces. Incapable d'anticiper et de mettre en place une stratégie pro-active, l'opposition a été prise de court par un seul coup de semonce du pouvoir : la mesure d'interdiction de manifester.

Le gouvernement a interdit, en effet, le vendredi 17 octobre, pour une durée de deux mois toute manifestation ou meeting « des partis ou groupements politiques », sauf ceux des cinq candidats en lice pour le scrutin. Dès lors, quasi-déstructurée et désarçonnée, l'opposition n'a plus eu de réplique. Jusqu'à la « réédition » à travers une interview de Laurent Gbagbo, l'avant-veille du scrutin qui admettait bel et bien la tenue de l'élection présidentielle le 25 octobre 2025. Même si pour lui, cela s'apparente à « un braquage électoral ».

Le RHDP bénéficiant, du coup, d'un boulevard, a tout logiquement remporté le scrutin présidentiel. Faute de concurrents de poids, le président

sortant Alassane Ouattara a été réélu dès le premier tour avec 89,77 % des voix. Bien aidé comme en 2020 par une opposition disparate, mal coordonnée et aux méthodes et stratégies surannées. Konan Bédié en 2020 et Laurent Gbagbo en 2025 n'auront pu rien faire contre Alassane Ouattara, sans doute à cause du fait qu'ils n'ont jamais su se réinventer. L'environnement politique a évolué et l'appropriation des nouvelles méthodes s'imposent à la classe politique. Surtout à l'opposition ivoirienne qui doit comprendre que la période des années 1990 est bien loin derrière.

Se mettre au diapason

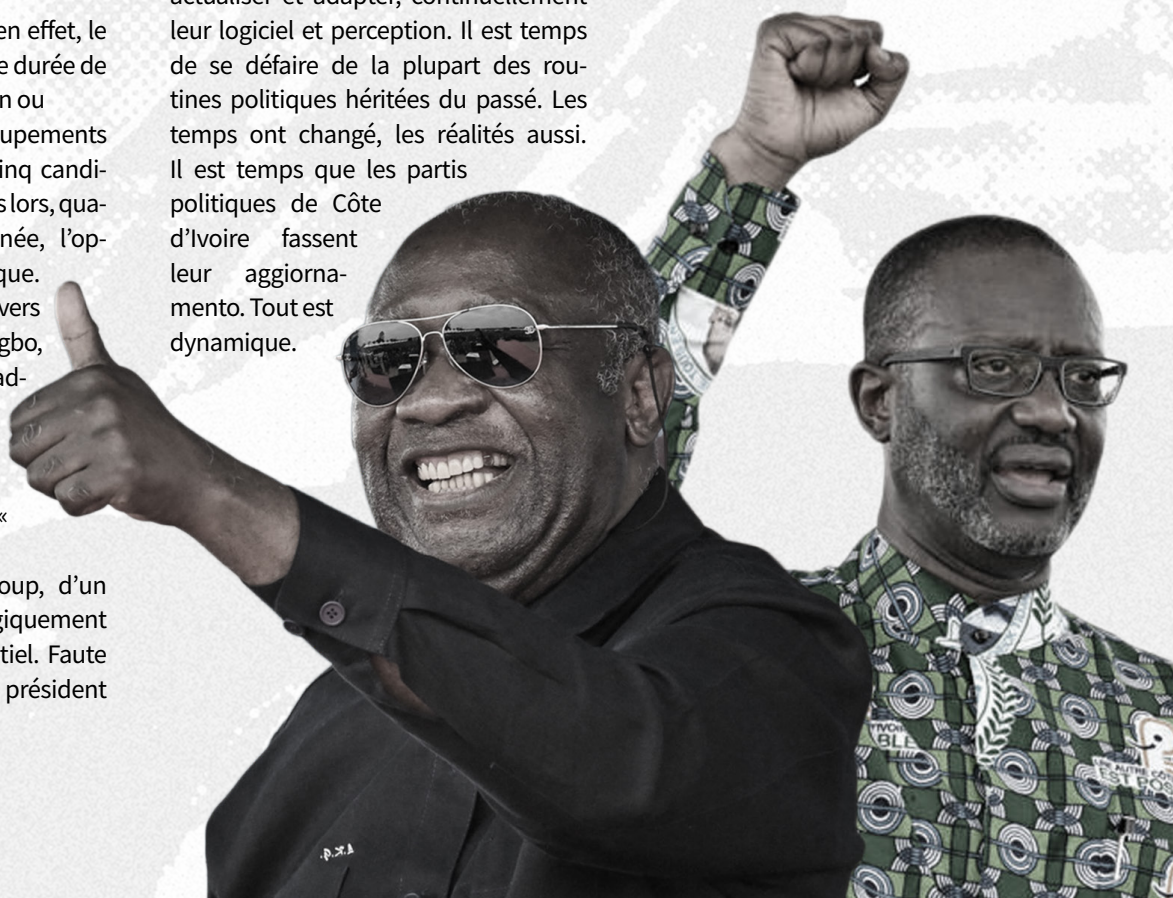
Dans un monde qui est en pleine mutation et des populations qui ne fonctionnent plus du tout avec les réflexes anciens, les partis politiques, surtout ceux de l'opposition en Côte d'Ivoire, ont du pain sur la planche. Ils doivent actualiser et adapter, continuellement leur logiciel et perception. Il est temps de se défaire de la plupart des routines politiques héritées du passé. Les temps ont changé, les réalités aussi. Il est temps que les partis politiques de Côte d'Ivoire fassent leur aggiornamento. Tout est dynamique.

Depuis le début des années 2000, la population s'urbanise, se modernise et est majoritairement dominée par une jeunesse qui n'adopte pas les mêmes critères passésistes pour adhérer au sein d'un parti politique ou encore adouber un leader politique.

Le cœur de l'électoral a d'autres centres d'intérêt. Il importe que les partis politiques se mettent au diapason et en tiennent compte. Les partis politiques doivent faire la veille stratégique et s'approprier les desideratas réels des potentiels électeurs et militants.

Faute de quoi, se focaliser sur les considérations ethniques pour ériger des bases électorales ou encore la super puissance et l'aura d'un leader politique ne permettent plus à un parti ambitieux d'attirer du monde à soi.

Un travail scientifique et sérieux doit être abattu, au quotidien, pour appâter de nouveaux militants.



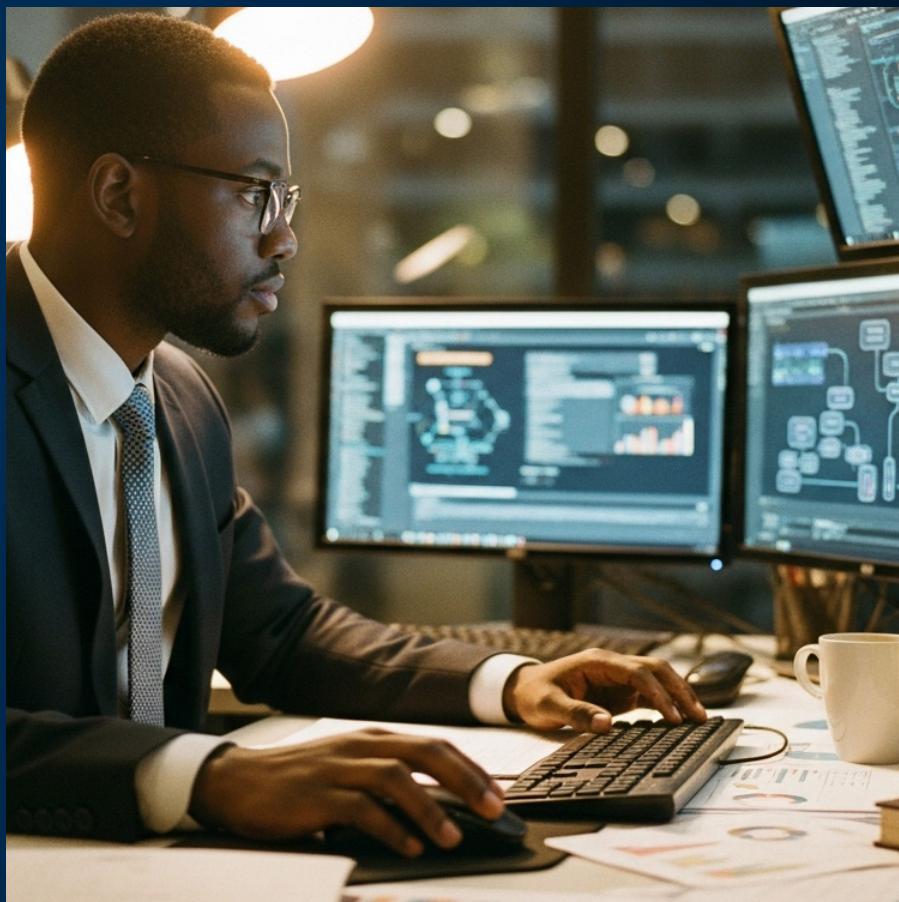
DATA

@ INTELLIGENCE

LE SOCLE INCONTOUR- NABLE

Les partis politiques de Côte d'Ivoire, pour être plus dynamiques, doivent s'appuyer concomitamment sur la data et l'intelligence sociale. L'utilisation de la data et de l'intelligence sociale (compréhension profonde des comportements et opinions) est devenue un pilier central pour orienter les stratégies des partis politiques. En prévision des élections locales (municipales, régionales et sénatoriales) les partis politiques d'opposition qui ont tout intérêt à refaire leur grand retard vis-à-vis du Rhdp doivent travailler dans ce sens. Les partis ne doivent plus se contenter de sondages classiques. La tendance est au croisement des sondages avec

le Big Data et les données ouvertes (Open Data) pour gagner en précision. A travers l'optimisation du ciblage, il est possible d'analyser les micro-tendances locales pour adapter les messages aux préoccupations réelles de chaque quartier ou communauté par exemple. L'intelligence sociale consiste à transformer l'écoute active des réseaux sociaux en décisions politiques. Cela, grâce à l'analyse de sentiment qui consiste à identifier en temps réel l'état d'esprit des électeurs sur des thématiques précises (travail, inclusion, climat) pour ajuster les plateformes électorales. L'engagement participatif est aussi à explorer.



Il s'agit pour les partis politiques d'utiliser des plateformes numériques pour mener des campagnes participatives, permettant aux citoyens de co-construire les programmes. L'usage de la data doit être strictement encadré pour éviter les dérives de manipulation de masse. L'opposition ivoirienne a tout à gagner à combiner Data et intelligence sociale. Il sera à son avantage d'avoir une meilleure connaissance de ses forces et faiblesses en

interne, d'avoir une capacité à détecter des opportunités stratégiques invisibles à l'œil nu, de distiller des messages plus précis, plus cohérents, mieux alignés avec les attentes citoyennes. En sus, cela réduit fortement les erreurs d'appréciation et les réactions improvisées.

Tant que l'opposition ne change pas de paradigme, il lui sera difficile de mobiliser les jeunes électeurs, de rivaliser avec le parti au pouvoir sur le contrôle

du narratif public, d'être capable de s'adapter aux crises rapides. Toute chose qui fera perdre l'opposition en crédibilité, en efficacité et sa marginalisation ira crescendo.

Cap sur demain

A compter de cette année 2026, les partis politiques doivent être plus alertes sur ces nouveaux segments pour ne pas être pris à rebrousse-poil. L'avenir des partis politiques se trouve dans cette prise de conscience. Pour mettre le cap sur demain, tout parti politique qui veut traverser le temps doit s'organiser. A cet effet, il créer des cellules.



Confiez-nous vos événements, vivez-les en toute sérénité.

Côte d'Ivoire Évènement est une entreprise spécialisée en communication événementielle, marketing et logistique. Nous accompagnons les entreprises, les institutions et les marques dans la conception et la réalisation d'expériences marquantes, à travers plus de **100 événements organisés chaque année**. Notre expertise couvre la rédaction de projets événementiels sur mesure, le marketing stratégique, ainsi que les prestations techniques notamment :

- Lumières et éclairages
- Sonorisations et animations
- Écrans et vidéos
- Podiums
- Chapiteaux
- Stand d'exposition, chaises, etc.



Il nous ont fait confiance



+225 07 69 19 22 22/informations@cievenement.com/ www.cievenement.com



CHRISTELLE VUANGA MUKONGO

*Une force
au service
des femmes
et des jeunes*

Christelle Vuanga Mukongo, impose respect et considération par sa trajectoire. Elle est au service de la cause de la Femme et des Jeunes. Présidente de la commission genre, famille et enfants de l'Assemblée Nationale de la République Démocratique du Congo. Elle est élue de la circonscription de Funa (Kinshasa II) en 2018.

Christelle Vuanga Mukongo est journaliste de formation, défenseure des droits des femmes et députée nationale élue dans la circonscription de la Funa en RDC, depuis 2018, et préside également la commission des droits de l'homme à l'Assemblée nationale. En 2009, elle obtient son diplôme de graduat à l'Institut Facultaire des Sciences de l'Information et de la Communication (IFASIC) à Kinshasa. Ce qui lui permet d'embrasser un parcours professionnel et politique.

En tant que journaliste, elle débute sa carrière dans les médias, où elle a acquis une expertise en communication. Très vite, elle se révèle pour son engagement en tant que défenseure des droits des femmes.

Sous les feux des projecteurs, elle n'hésite pas à s'engager en politique. A présent, elle est une députée nationale active en République Démocratique du Congo, se concentrant sur les questions sociales et les droits de la femme. Elle est reconnue pour sa transition réussie du journalisme à la scène politique active en République Démocratique du Congo (RDC).

« Mon parcours démontre que l'engagement politique ne dépend pas de votre origine sociale. Historiquement, la politique a souvent été le domaine de grandes familles, mais il existe aussi une autre dynamique : celle des jeunes issus de milieux modestes, qui, grâce au courage et à la détermination, brisent les barrières sociales et accèdent à des postes de responsabilité. En tant qu'enfant de fonctionnaire, j'ai pu devenir député malgré les inégalités d'opportunités. Cela montre que la persévérance et l'engagement

permettent de réussir, quel que soit son milieu », déclare-t-elle.

Avec la somme d'expériences acquise et les possibilités qui s'offrent à elles, Christelle Vuanga Mukongo décide de changer qualitativement la condition de la femme dans un pays vaste où l'autorité de l'Etat et les politiques subséquentes ne touchent toujours pas les femmes dans leur majorité.

Elle passe par la transmission de codes et valeurs. **« Je m'efforce de transmettre ces valeurs aux générations futures, non seulement par la parole, mais par l'action : avec Leadership Academia, nous formons chaque année des centaines de jeunes filles au leadership et à la participation citoyenne. Avec le Parlement Rose, nous encourageons les femmes à**

s'engager en politique. Ce sont autant de canaux pour inspirer et responsabiliser la jeunesse et les femmes à s'impliquer activement dans la vie publique », précise-t-elle.

La population africaine étant jeune, par ricochet celle de la RDC, elle les encourage à s'engager en politique en agissant d'abord sur le terrain. Cela leur permet de comprendre les réalités, d'initier des projets locaux et gagner la confiance des citoyens.

Elle conseille que les réseaux sociaux soutiennent cet engagement mais ne le remplace pas. Née en 1987, elle est jeune et estime que le défi de sa génération est clair : structurer cette énergie pour qu'elle devienne un engagement politique durable et impactant.



Développement de l'Afrique francophone

La République Démocratique du Congo (RDC) est un pays francophone.

A l'instar d'autres pays de cet espace en Afrique, Christelle Vuanga Munkongo en appelle à un nouveau Mindset. A l'en croire, l'Afrique francophone a besoin d'un leadership pragmatique, réaliste et orienté vers les résultats. Le temps étant arrivé de sortir de la finesse des discours, pour atteindre la rapidité de décision et l'action concrète.

En clair, le système francophone a atteint ses limites.

Pour Christelle Vuanga Munkongo, il faut imiter les pays anglophones qui combinent leadership et efficacité, l'anglais, la langue du numérique et de l'innovation, facilitant cette dynamique. Selon elle, les systèmes éducatifs francophones doivent s'adapter dès le plus jeune âge pour former des jeunes compétitifs à l'échelle internationale.

« **Le leadership que nous devons promouvoir comprend la compréhension des enjeux mondiaux et la capacité à agir vite. Les politiques publiques doivent suivre ce rythme pour que l'Afrique francophone s'inscrive dans une dynamique de développement durable et compétitif** », préconise-t-elle.

A l'endroit de la jeunesse africaine, elle a un message clair et limpide. En toute chose, il faut du courage et de l'audace. « **Le courage est la qualité essentielle d'un jeune** », lâche-t-elle avec certitude.

Pour elle, il faut foncer et se référer à des modèles. « **Osez-vous lancer, soyez originaux et apportez une valeur unique à votre communauté.**

Ne vous contentez pas de reproduire ce que font les autres : rêvez grand. La politique dépasse les frontières.

Des figures comme Kofi Annan ou Boutros Boutros-Ghali nous montrent qu'il est possible de porter nos ambitions au niveau international. Jeunes, ayez le courage d'agir, de créer et de contribuer au monde de demain.

Votre génération a les moyens de faire la différence. », conseille-t-elle avec force.

Joël Rabbi



MOUNTAGA KÉITA

*Au centre du bien-être,
du développement
durable et de la santé.*



M

○ ——— Mountaga Kéita est une fierté africaine. C'est un nom qui a tout pour enorgueillir l'Afrique. Tout particulièrement la Guinée, son pays natal. Entrepreneur et inventeur guinéen, il est fondateur et PDG de Tulip Industries. Sa notoriété, il l'a acquise grâce à ses innovations technologiques dans les secteurs médical et agricole en Afrique. Mountaga Kéita a une tête bien faite. Auréolé d'une solide formation, il a, initialement, été formé en droit à l'Université Paris-Descartes, il a également étudié à Harvard Avant de se lancer dans la technologie, il a travaillé comme banquier et chef de projet international aux États-Unis pendant environ 10 à 15 ans.

Le choix de se mettre au service des siens

C'est en 2013 que le déclic intervient. Il décide de revenir dans son pays natal, la Guinée, pour fonder **Tulip Industries**, une entreprise axée sur le développement de solutions technologiques adaptées aux réalités africaines. La riche expérience professionnelle emmagasinée au fil des ans tant en Occident qu'aux États-Unis lui a permis de se faire une certitude inébranlable. Au nombre de ses innovations, ses inventions incluent des bornes médicales autonomes, des ordinateurs debout, des mallettes médicales connectées, et même un drone agricole capable de pulvériser de grandes surfaces. « **Ma compréhension de ces liens ne vient pas d'un livre ou d'une théorie. Elle vient de visages, de silences et parfois**

d'impuissance. J'ai vu des familles s'endetter pour soigner un proche, des travailleurs agricoles perdre leur seul moyen de subsistance à cause d'une maladie non prise en charge à temps, et des enfants voient leur avenir suspendu pour des raisons de santé évitables. Ces réalités m'ont profondément marqué. Elles m'ont appris que lorsqu'un système de santé faillit, ce n'est pas seulement le corps qui souffre, c'est toute l'économie familiale, toute la dignité humaine, et souvent la confiance envers les institutions publiques qui s'effondre », déclare-t-il.

Toute chose qui a décuplé son engagement à se mettre au service des siens. Surtout sur les plans de la santé et de l'entrepreneuriat. C'est donc un retour en Guinée et sur le continent avec le net sentiment d'apporter beaucoup plus aux siens et à l'humanité. Ne dit-on pas que l'enfant qui part à l'école, sa réussite doit impacter sur toute la communauté. Mountaga s'est fait sien cette vérité.

« À l'international, j'ai découvert ce que des politiques cohérentes peuvent produire : des systèmes qui anticipent, qui protègent, qui rassurent. Mais j'ai aussi compris que ces modèles ne valent que s'ils sont adaptés à ceux qu'ils servent. Revenir en Afrique n'a pas été un choix confortable. C'était un choix de responsabilité. J'ai ressenti l'urgence de mettre mes compétences au service de ceux qui n'ont pas toujours voix au chapitre. Innover ici, c'est accepter l'adversité, mais c'est aussi croire profondément que nos pays peuvent bâtir leurs propres solutions, avec intelligence et souveraineté » assure-t-il.

Artisan du développement

Depuis plus d'une décennie donc, Mountaga Kéita est à la tâche sur plusieurs plans. Il améliore les conditions de vie, touche le quotidien des populations, adresse des questions cruciales comme la santé, l'accroissement des revenus entre autres. L'initiative privée qui donne sens à l'appui et l'accompagnement institutionnels est palpable dans les grandes actions menées par Mountaga Kéita. A travers la science et la technologie dont nombre de gouvernants africains refusent de s'approprier fortement dans leurs différentes politiques, Mountaga Kéita a accéléré la mise à disposition de solutions qui marchent et font leurs preuves.

« La technologie apporte de l'espoir. Elle permet de soigner à distance, de prévenir plutôt que de subir, de collecter des données là où il n'y en avait aucune. J'ai vu des solutions simples transformer le quotidien de communautés entières. Mais j'ai aussi appris que l'innovation seule ne suffit pas. Lorsqu'une solution fonctionne sur le terrain mais reste ignorée à l'échelle nationale, c'est souvent parce que la décision politique n'a pas suivi. La technologie ne remplace pas le courage politique ; elle le rend indispensable. », témoigne-t-il.

Il fait de la santé et du développement durable son cheval de bataille car, pour lui, rien ne se construit sur la fragilité humaine. Il estime qu'on ne peut pas demander à une population malade de porter une vision de développement.

La santé étant la base silencieuse de tout progrès : apprendre, produire, innover, espérer.

C'est pourquoi Mountaga Kéita pense que l'on doit refonder la santé.

« La priorité, selon moi, est la prévention et la proximité. Il ne suffit pas de construire des hôpitaux dans les capitales. Il faut aller vers les populations, dans les zones rurales, agricoles, enclavées. La santé doit être pensée comme un service continu, appuyé par la donnée, la technologie et la formation humaine. Tant que nous traiterons la santé comme une dépense, nous en paierons le prix social et économique » estime-t-il.

Il plaide pour un leadership courageux, capable de penser au-delà des échéances électorales. Un leadership qui accepte d'investir aujourd'hui pour protéger demain.

Mountaga Kéita considère que bâtir un système de santé résilient demande de la constance, de l'écoute et une réelle confiance dans l'innovation locale et les compétences africaines. D'où son appel poignant à l'endroit des décideurs.

« Je leur dirais ceci : lorsqu'un peuple est en bonne santé, tout devient possible. Lorsqu'il ne l'est pas, tout devient fragile. Faire de la santé un pilier central n'est pas un luxe, c'est un acte de responsabilité historique. C'est choisir de protéger la vie, la dignité et l'avenir de nos nations ».

Au chapitre des distinctions, mérites et récompenses, récemment (fin 2025), Mountaga Kéita a été honoré d'un Doctorat Honoris Causa en administration des affaires par le Royal Business Collège du Royaume-Uni, en reconnaissance de son leadership et de sa contribution au développement économique.



JEN'S CORPORATION
ADVICE - INTELLIGENCE - DEVELOPMENT

Cabinet de conseil stratégique et institutionnel, nous accompagnons les organisations publiques, privées et les décideurs dans la structuration de leurs orientations et l'amélioration de leur performance. Nous intervenons sur des missions d'études, d'audit organisationnel, d'évaluation de projets et d'analyse des environnements institutionnels et politiques.

Notre approche repose sur la rigueur méthodologique, l'indépendance d'analyse et un dispositif d'assurance qualité garantissant la fiabilité, la cohérence et la conformité de nos livrables aux standards internationaux. Nous contribuons à sécuriser la décision, renforcer l'efficacité des dispositifs et améliorer l'impact des interventions.



NOS SOLUTIONS

CONSEIL ENTREPRISES
& ORGANISATIONS



EXPERTISE EN
COMMUNICATION DE MARQUE



CONSEIL POLITIQUE
& INSTITUTIONNEL



PLATEFORME INTÉGRÉE :
ADN POLITICS



NOS REFERENCES

Cloud 4 Africa

inieyes
MÉDIAS BUSINESS

AGEROUTE
AGENCE DE GESTION DES ROUTES

Compagnie Ivoirienne d'Electricité

2A
Consulting

BANQUE ATLANTIQUE
GROUPE BANQUE CENTRALE POPULAIRE

Sanlam

MPEER
MINISTRE DU PÉTROLE, DE L'ÉNERGIE
ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

CORIS BANK
INTERNATIONAL

CÔTE D'IVOIRE
événement

CG-CCI
"Le Patronat Ivoirien"

giz
Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Moov
Africa

Orange Digital Center

PAYS PARTENAIRES



www.jenscorporation.net
info@jenscorporation.net

(+225) 0150565656 / 0787352427 / 2150059744

CEDEAO : moment de vérité pour l'intégration ouest-africaine

50^{ans} après sa création, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest se retrouve confrontée à l'épreuve la plus exigeante de son histoire. Fondée en 1975 comme un projet d'intégration économique entre Etats, l'organisation ouest-africaine a progressivement élargi son ambition. Cherchant à dépasser la seule logique intergouvernementale pour faire de l'intégration régionale un levier tangible de développement, de stabilité politique et de rapprochement entre les peuples. Cette évolution, consacrée par les réformes institutionnelles des années 1990 et 2000, portait une promesse forte : celle d'une intégration qui se vit au quotidien, au-delà des sommets et des déclarations.

“Fondée en 1975 comme un projet d'intégration économique entre Etats...”

Au plan institutionnel, les acquis sont réels : libre circulation des personnes, mécanismes de coopération économique et financière, cadres de concertation politique et capacité de médiation dans les crises régionales, ont fait de la CEDEAO un acteur central de l'architecture ouest-africaine.

A plusieurs reprises, l'organisation a su jouer un rôle stabilisateur, en s'imposant comme un espace de dialogue et en incarnant une certaine idée de la solidarité régionale. Mais cet héritage se heurte aujourd'hui à un malaise profond.

Dû au fait que la promesse d'une intégration centrée sur les citoyens s'est progressivement brouillée, laissant place à une perception d'éloignement, voire de déconnexion. Autrement dit, **une gouvernance dominée par les Etats caractérisée par une lenteur décisionnelle, une faible lisibilité, des bénéfices concrets pour les populations et une communication institutionnelle peu accessible.**

Autant de facteurs qui ont nourri une distance croissante entre l'organisation et ceux au nom de qui elle prétend agir. Dans de nombreux pays, l'intégration régionale est restée une abstraction, là où elle devait devenir une expérience vécue.



Ce décalage s'est accentué dans un contexte régional profondément transformé.

En ce début de la décennie 2020, l'on a pu observer une montée des discours souverainistes en même temps qu'une aggravation de l'insécurité au Sahel, une défiance envers les cadres multilatéraux traditionnels avec des attentes sociales de plus en plus pressantes ont fragilisé le consensus autour du projet communautaire.

Le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger, regroupés au sein de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), s'inscrit dans cette dynamique.

Plus qu'un simple accident institutionnel, cette rupture agit comme un révélateur qui met en lumière une crise de légitimité, une bataille du récit perdue auprès d'une partie des opinions publiques et l'incapacité de la CEDEAO à incarner pleinement le projet citoyen qu'elle avait pourtant affiché.

Pour autant, la contestation actuelle ne saurait être lue uniquement comme un rejet. Elle exprime aussi une attente

plus forte, parfois impatiente, vis-à-vis d'une institution jugée indispensable



mais insuffisamment transformatrice. La CEDEAO se trouve ainsi face à une alternative historique : se réinventer pour rester un cadre crédible d'intégration régionale et de stabilité politique ou s'enfermer dans une logique institutionnelle de plus en plus déconnectée des attentes des peuples ouest-africains. C'est donc à un moment de vérité que se trouve aujourd'hui confrontée l'organisation régionale. Cinquante ans après l'ambition fondatrice et plus de

deux décennies après l'affirmation d'un projet centré sur les peuples, la CEDEAO demeure un pilier incontournable de l'intégration ouest-africaine.

Mais sa survie politique et symbolique dépend désormais de sa capacité à transformer une promesse inachevée en réalité partagée, à réconcilier institution et citoyens, et à se réinventer dans un environnement régional en recomposition.

Les piliers historiques de la CEDEAO : des fondations solides, un impact inégal

Libre circulation, marché commun, médiation politique : en cinquante ans, la CEDEAO a bâti des piliers solides qui structurent l'espace ouest-africain.

Ces acquis, souvent invisibles pour les citoyens, expliquent la résilience de l'institution, mais aussi les tensions nées de leur impact inégal sur les populations.

Souvent critiquée, parfois caricaturée, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest n'en demeure pas moins l'une des constructions régionales les plus structurantes du continent africain. En cinquante ans d'existence, elle a façonné un espace de circulation, d'échanges et de régulation politique qui irrigue, parfois de manière invisible, le quotidien de millions d'Ouest-Africains. Ces acquis historiques expliquent pourquoi, malgré les crises actuelles et les contestations, l'organisation conserve une centralité certaine dans l'architecture régionale.



La libre circulation, socle humain de l'intégration régionale

Au-delà de la mobilité, la CEDEAO a contribué à la construction progressive d'un espace économique régional relativement cohérent. L'harmonisation de certaines politiques commerciales, la convergence réglementaire et la coordination macroéconomique ont jeté les bases d'un marché commun encore inachevé, mais structuré. Cette dynamique repose largement sur l'articulation avec l'Union économique et monétaire ouest-africaine, qui offre à huit pays de la région un cadre monétaire et financier intégré.

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest joue, à cet égard, un rôle stabilisateur majeur. Selon ses données, le commerce intra-UEMOA représente environ 15 à 17 % des échanges totaux des Etats membres. Un niveau modeste, mais relativement supérieur à la moyenne africaine. Cette stabilité monétaire et financière a contribué



à amortir certains chocs externes et à renforcer la résilience macroéconomique de la zone. La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, unique marché financier partagé en Afrique subsaharienne, illustre également cette intégration. Avec une capitalisation boursière

représentant une part significative du PIB régional, la BRVM constitue un outil structurant de financement des économies ouest-africaines, même si son impact reste concentré sur un nombre limité d'acteurs et encore peu perceptible pour les citoyens.



Paix, sécurité et médiation : l'affirmation d'un acteur politique régional

L'un des traits distinctifs du modèle CEDEAO réside dans son évolution vers un rôle politique et sécuritaire assumé. A partir des années 1990, l'organisation a élargi son mandat à la prévention des conflits, à la médiation politique et à la défense de l'ordre constitutionnel.

Dans un espace régional marqué par des crises récurrentes, cette orientation a permis à la CEDEAO de s'imposer comme un acteur diplomatique crédible. Des interventions décisives ont contribué à forger cette réputation, notamment en Gambie en 2017, lors de la transition post-électorale, mais aussi en Sierra Leone ou en Guinée-Bissau.

En combinant pression diplomatique, médiation politique et, dans certains cas, dispositifs sécuritaires, la CEDEAO a incarné une forme de régulation régionale relativement unique en Afrique de l'Ouest.



Les grands corridors logistiques de l'espace CEDEAO

L'intégration économique ouest-africaine repose en grande partie sur un réseau de corridors logistiques reliant les ports du golfe de Guinée aux pays de l'hinterland sahélien.

Ces axes structurants concentrent l'essentiel des flux de marchandises intra-régionaux et constituent le principal baromètre de l'effectivité de l'intégration économique.

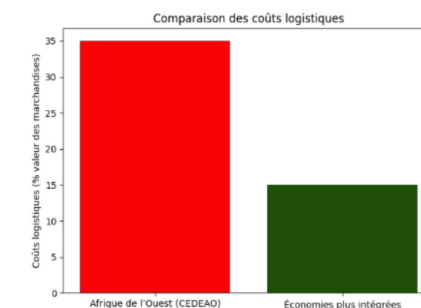
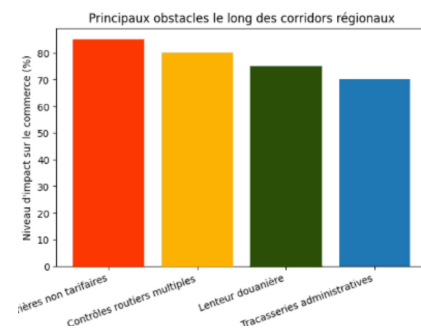
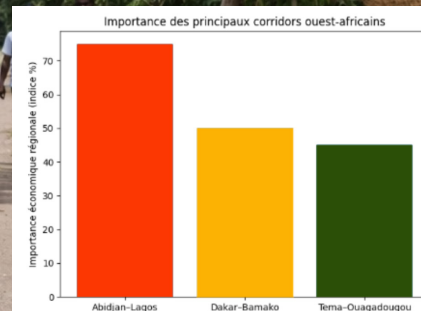
Parmi les corridors majeurs figurent l'axe Abidjan-Lagos, long d'environ 1 000 km, qui relie à lui seul près de 75 % du PIB de l'espace CEDEAO, le corridor Dakar-Bamako, vital pour l'approvisionnement du Mali, ainsi que l'axe Tema-Ouagadougou, reliant le port ghanéen aux marchés burkinabè et nigérien.

Ces corridors assurent une part déterminante des échanges régionaux,

notamment pour les produits alimentaires, les hydrocarbures et les biens manufacturés. Selon les rapports conjoints de la CEDEAO et de l'UEMOA sur la facilitation du commerce et les corridors régionaux (notamment les études publiées entre 2018 et 2022), les coûts logistiques en Afrique de l'Ouest peuvent représenter jusqu'à 30 à 40 % de la valeur des marchandises, contre moins de 15 % dans les économies plus intégrées.

Les contrôles routiers multiples, les tracasseries administratives et la lenteur des procédures douanières y sont identifiés comme les principaux freins à la fluidité des échanges.

Dans son Rapport sur l'état de l'intégration régionale, la Commission de la CEDEAO reconnaît que « **la persistance des barrières non tarifaires le long des corridors régionaux demeure l'un des principaux obstacles à la compétitivité du commerce intra-communautaire** ».



Sources : Commission de la CEDEAO (rapports sur les corridors et la facilitation du commerce, 2018–2022) ; Union économique et monétaire ouest-africaine.

Commerce intra-régional : une intégration mesurable mais encore limitée



Malgré une architecture institutionnelle avancée, le commerce intra-régional ouest-africain demeure en deçà de son potentiel. D'après les rapports annuels et statistiques économiques de la Banque centrale des Etats

de l'Afrique de l'Ouest (éditions 2019 à 2023), les échanges commerciaux entre les pays de l'UEMOA représentent en moyenne 15 à 17 % du commerce total des Etats membres. Ce taux reste supérieur à la moyenne africaine, estimée autour de 12 %, mais très inférieur à

celui observé dans les espaces économiques fortement intégrés.

La BCEAO souligne toutefois que cette intégration commerciale partielle s'accompagne d'une relative stabilité macroéconomique, notamment en matière d'inflation et de convergence budgétaire. Dans son rapport annuel 2022, l'institution note : « **la coordination des politiques économiques et monétaires a contribué à renforcer la résilience des économies de l'Union face aux chocs externes** ».

Sur le plan financier, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières constitue un cas unique en Afrique subsaharienne. Selon les rapports annuels de la BRVM (2022–2024), la capitalisation boursière du marché régional a dépassé 18 000 milliards de FCFA, représentant environ 15 % du PIB de l'UEMOA. La BRVM rappelle dans ses documents institutionnels que « **le marché financier régional constitue un outil stratégique de mobilisation de l'épargne et de financement du développement** ».

Toutefois, ces mécanismes restent concentrés sur un nombre limité de grandes entreprises et d'États, limitant leur impact direct sur les PME et les populations. Une réalité qui alimente le sentiment d'une intégration économique réelle, mais encore peu inclusive et insuffisamment visible.

Sources : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (rapports annuels 2019–2023) ; Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (rapports annuels 2022–2024) ; UEMOA.

CRISE AES

Rupture assumée, symptôme profond, bascule régionale

Le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger n'est pas un accident institutionnel.

Il s'inscrit dans une séquence de crises politiques, de contestation populaire et de bataille du récit qui a progressivement fragilisé l'autorité de la CEDEAO, révélant un malaise plus profond au sein du projet d'intégration régionale.

Le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest a souvent été présenté comme une rupture brutale, voire spectaculaire. Il s'inscrit pourtant dans une séquence plus longue, marquée par une succession de crises politiques, une contestation croissante de l'autorité communautaire et une bataille du récit progressivement perdue par l'organisation régionale.

L'épisode de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) agit moins comme une cause que comme un révélateur : celui d'un malaise plus profond entre la CEDEAO, certains Etats membres et une partie des opinions publiques ouest-africaines.

Une séquence de crises politiques mal contenues (2020–2023)

La trajectoire qui mène à la rupture s'ouvre dès août 2020 avec le premier coup d'État au Mali.

Elle se poursuit avec les prises de pouvoir militaires au Burkina Faso en 2022, puis au Niger en juillet 2023. A chaque étape, la réaction de la CEDEAO suit un schéma désormais rodé : **condamnations formelles, suspension des organes communautaires, sanctions économiques et injonctions au retour rapide à l'ordre constitutionnel.**

Si ces décisions s'appuient sur les textes communautaires relatifs à la démocratie et à la gouvernance, leur application met rapidement en évidence leurs limites politiques et sociales.

Les sanctions imposées au Mali en janvier 2022, puis celles décidées à l'encontre du Niger à l'été 2023, produisent des effets immédiats sur les populations : **inflation, perturbation des échanges commerciaux, tensions sur les produits de base et ralentissement des activités économiques.**

Ces conséquences sociales, largement documentées, deviennent un puissant levier de contestation populaire.



Le narratif souverainiste et la bataille de l'opinion

C'est dans ce contexte que les autorités de transition élaborent un narratif souverainiste structuré et offensif. Dès 2022, les discours officiels mettent en cause la CEDEAO, accusée d'agir sous l'influence de puissances extérieures, d'appliquer des sanctions jugées injustes et de méconnaître les aspirations populaires à la sécurité et à la souveraineté, en surfant à fond sur les réseaux sociaux. Ce discours trouve un écho croissant auprès de franges importantes des opinions publiques, notamment dans des sociétés éprouvées par l'insécurité et la précarité économique.

La rupture est officiellement actée le 28 janvier 2024, à travers un communiqué conjoint du Mali, du Burkina Faso et du Niger annonçant leur retrait de l'organisation régionale. Le texte dénonce une CEDEAO qui aurait, selon ses signataires, « trahi ses principes fondateurs » et cessé d'être un cadre protecteur pour les États sahéliens. Cette annonce intervient après des mois de mobilisation politique et médiatique, marqués par des manifestations de soutien aux autorités de transition à Bamako, Ouagadougou et Niamey, ainsi qu'une intense activité sur les réseaux sociaux et dans les médias publics nationaux.

Face à cette offensive, la CEDEAO apparaît souvent en retrait. Sa communication institutionnelle, perçue comme technocratique et tardive, peine à contrer des messages simples, émotionnels et fortement relayés. La bataille du récit est progressivement perdue, bien avant l'annonce formelle du retrait.

Une rupture juridiquement possible, politiquement préparée

Contrairement à l'image d'une décision improvisée, la rupture avec la CEDEAO est juridiquement possible et politiquement préparée. Les textes communautaires, conçus dans une logique d'intégration supposée irréversible, n'avaient jamais réellement anticipé un scénario de sortie coordonnée. Cette lacune révèle une faiblesse structurelle :

l'organisation s'est dotée de mécanismes de sanction, mais très peu d'outils de gestion politique de la dissidence durable. La création et la formalisation de l'Alliance des États du Sahel viennent combler ce vide symbolique. Présentée comme une alternative fondée sur la souveraineté, la solidarité sécuritaire et la priorité donnée à la lutte contre le terrorisme, l'AES capte une attente de protection et de reconnaissance que la CEDEAO n'a pas su incarner dans ces contextes spécifiques.

Impacts sécuritaires : recompositions et incertitudes

Sur le plan sécuritaire, la rupture entraîne une recombinaison des cadres de coopération régionale. Les Etats de l'AES privilégient désormais des mécanismes propres, à l'image de la force conjointe annoncée en 2023-2024, et des partenariats bilatéraux ou extra-régionaux.

Cette dynamique affaiblit la coordination sécuritaire portée par la CEDEAO, notamment en matière de gestion des frontières et de circulation transfrontalière des groupes armés. Si les autorités sahéniennes mettent en avant une plus grande liberté d'action, cette fragmentation pose la question de l'efficacité à long terme de la lutte contre le terrorisme dans un espace régional historiquement interdépendant.

Impacts économiques et de mobilité d'une rupture politique

Les conséquences économiques de la crise AES dépassent largement le champ institutionnel. La rupture affecte les corridors commerciaux reliant les pays sahéniens aux ports du golfe de Guinée, perturbe temporairement les flux de marchandises et complique la mobilité des personnes. Les échanges transfrontaliers, formels comme informels, subissent les effets combinés des sanctions, des fermetures ponctuelles de frontières et de l'incertitude réglementaire.

La diaspora, les commerçants et les transporteurs figurent parmi les premiers impactés, illustrant une réalité souvent occultée : **les décisions politiques régionales ont des répercussions immédiates sur les économies locales et les moyens de subsistance.**



Une bascule révélatrice pour l'intégration régionale

Si la rupture concerne trois Etats, ses implications dépassent largement le périmètre sahélien. Elle interroge la capacité de la CEDEAO à maintenir une adhésion politique et populaire durable autour de son projet d'intégration. La rapidité avec laquelle l'idée de retrait a été acceptée, voire soutenue, dans certains contextes nationaux montre que la crise AES est moins une anomalie qu'un symptôme.

Elle révèle une fracture politique et symbolique entre une institution régionale et une partie des peuples qu'elle prétend représenter. Plus qu'un échec ponctuel, la crise AES agit comme un signal d'alerte : sans ancrage citoyen fort, sans mécanismes de dialogue inclusifs et sans capacité d'adaptation aux réalités sécuritaires et sociales, le modèle d'intégration ouest-africain restera vulnérable aux remises en cause futures.

Gouvernance et réformes internes : les angles morts du modèle CEDEAO

Derrière la crise AES se dessinent des fragilités anciennes : concentration du pouvoir, déficit de légitimité, sanctions controversées et faible participation citoyenne. La gouvernance interne de la CEDEAO apparaît aujourd'hui comme l'un des principaux chantiers de sa crédibilité future.

La crise ouverte par le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger a brutalement mis en lumière des fragilités que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest portait depuis plusieurs années. Au-delà des chocs politiques et sécuritaires, la séquence AES interroge en profondeur la gouvernance interne de l'organisation, ses mécanismes de décision et sa capacité à associer durablement les citoyens au projet d'intégration régionale. Commission et chefs d'Etat : un équilibre institutionnel déséquilibré. Officiellement, la Commission de la CEDEAO constitue l'organe exécutif chargé de l'initiative, de la mise en œuvre et du suivi des politiques communautaires.



Dans les faits, l'essentiel du pouvoir décisionnel demeure concentré entre les mains des chefs d'Etat et de gouvernement, réunis au sein de la Conférence. Les décisions majeures : sanctions, médiations, orientations stratégiques ; sont prises lors des sommets, souvent à l'issue de compromis politiques dictés par les intérêts nationaux. Cette centralisation garantit une certaine cohérence politique, mais elle limite fortement l'autonomie de la Commission.

Plusieurs rapports internes soulignent la difficulté pour cette dernière d'anticiper les crises ou de proposer des solutions innovantes sans validation préalable des Etats. Cette gouvernance fortement intergouvernementale réduit la capacité de l'institution à incarner une autorité régionale perçue comme indépendante et protectrice.

Le Parlement de la CEDEAO : une institution sous-estimée

Créé pour représenter les peuples de l'espace communautaire, le Parlement de la CEDEAO demeure largement cantonné à un rôle consultatif.

Dépourvu de pouvoir législatif contraignant et de réelle capacité de contrôle de l'exécutif communautaire, il peine à s'imposer comme un espace central du débat démocratique régional. Cette faiblesse institutionnelle contribue au déficit de légitimité de la CEDEAO.

Alors même que les discours officiels insistent sur une intégration « **centrée sur les peuples** », les citoyens disposent de peu de canaux effectifs pour influencer les décisions communautaires. Cette marginalisation du Parlement nourrit le sentiment d'une organisation éloignée des réalités sociales et politiques.

Les sanctions : entre outils normatifs et facteur de contestation

Les mécanismes de sanctions constituent l'un des instruments les plus visibles — et les plus controversés — de l'action de la CEDEAO. Pensées comme un moyen de défendre l'ordre constitutionnel et les principes démocratiques, elles ont été largement utilisées depuis les années 2010. Toutefois, leur efficacité réelle fait débat.

Les sanctions imposées au Mali en 2022, puis au Niger en 2023, ont produit des effets économiques et sociaux immédiats, supportés en grande partie par les populations. Plusieurs analyses institutionnelles reconnaissent l'absence de mécanismes systématiques d'évaluation de l'impact social de ces mesures.

Cette lacune alimente la perception d'un outil punitif, politiquement sélectif et insuffisamment adapté à des contextes sécuritaires complexes.





Transparence, communication et participation citoyenne

La crise AES a également révélé les limites de la communication institutionnelle de la CEDEAO. Jugée technocratique, peu incarnée et souvent tardive, elle peine à rendre lisibles les bénéfices concrets de l'intégration régionale. Ce déficit de pédagogie laisse le champ libre à des récits alternatifs, plus émotionnels et plus facilement appropriables par les opinions publiques.

Malgré l'existence de cadres de dialogue avec la société civile, la participation citoyenne reste largement symbolique. Les consultations sont ponctuelles, sans caractère contraignant, et peu visibles pour le grand public. Les jeunes, en particulier, peinent à se reconnaître dans une institution qui parle en leur nom sans leur offrir de véritables espaces d'influence.

Enfin, la rupture avec l'AES a mis en évidence une faille

juridique majeure : l'absence de dispositions claires encadrant le retrait d'un Etat membre. Conçus dans une logique d'intégration supposée irréversible, les traités communautaires n'avaient jamais anticipé un scénario de sortie coordonnée. Cette lacune a fragilisé la capacité de la CEDEAO à gérer politiquement et juridiquement la dissidence.

Une gouvernance à repenser

Ces limites ne disqualifient pas l'institution, mais elles en révèlent les angles morts. La crise actuelle agit comme un révélateur : sans rééquilibrage des pouvoirs internes, renforcement du rôle du Parlement, réforme des mécanismes de sanctions et véritable ouverture à la participation citoyenne. La CEDEAO peinera à restaurer une adhésion durable autour de son projet.

La question n'est plus seulement de préserver l'architecture institutionnelle existante, mais de la transformer pour l'adapter aux réalités politiques, sociales et sécuritaires de l'Afrique de l'Ouest contemporaine.

CEDEAO

et économies locales

Quand l'intégration touche aux populations

Mobilité des travailleurs, commerce transfrontalier, marchés régionaux, stabilité monétaire : l'intégration ouest-africaine produit des effets concrets sur les économies locales. Mais ces impacts, réels, demeurent inégalement répartis et souvent mal perçus par les populations. Derrière les débats institutionnels et les crises politiques, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest influence directement — parfois de manière invisible — les économies locales et le quotidien des populations. Mobilité des travailleurs, commerce transfrontalier, accès aux marchés régionaux et stabilité monétaire : autant de dimensions où l'intégration

régionale se traduit concrètement, avec des effets inégaux selon les territoires et les catégories sociales.

Mobilité des travailleurs : un acquis massif mais fragile

La libre circulation des personnes demeure l'un des piliers les plus tangibles de l'intégration ouest-africaine. Selon les données de la CEDEAO et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) (Rapport sur les migrations en Afrique de l'Ouest 2020), plus de 80 % des migrations ouest-africaines s'effectuent à l'intérieur de la région,

principalement pour des raisons économiques (travail, commerce, regroupement familial). Les protocoles communautaires de 1979, 1985 et 1990 garantissent l'entrée sans visa et le droit de résidence.

Cependant, malgré ces textes, des obstacles pratiques subsistent : **contrôles abusifs, tracasseries et expulsions ponctuelles ont été documentés dans les rapports de facilitation du commerce de la CEDEAO (2018–2021)**. Ces pratiques réduisent l'impact positif de la mobilité et créent une précarité significative chez les travailleurs migrants.

Commerce transfrontalier : moteur discret des économies locales

Le commerce transfrontalier — essentiellement informel — constitue un levier central de l'intégration économique régionale. Des millions de petits commerçants, majoritairement des femmes, vivent des échanges de produits agricoles, alimentaires et manufacturés entre pays voisins.

D'après les études de l'Union économique et monétaire ouest-africaine publiées en 2019 et 2022, le commerce informel représenterait 30 % à 40 % des échanges intra-régionaux réels, bien au-delà des données officielles des douanes nationales. Cette importance cachée du commerce informel illustre l'ancrage économique local des dynamiques régionales.

Néanmoins, ce commerce reste fortement exposé aux barrières non tarifaires — dont les tracasseries et fermetures ponctuelles de points de passage — comme l'ont montré les rapports CEDEAO-UEMOA sur les corridors (2020, 2022). Ces obstacles pèsent d'autant plus que les périodes de tensions politiques récentes ont, temporairement, durci certains contrôles frontaliers.

Entreprises et marchés régionaux : un potentiel encore concentré

Pour les entreprises formelles, la CEDEAO offre un cadre élargi de débouchés, avec un marché régional de plus de 400 millions d'habitants, estimé dans les rapports de la CEDEAO sur l'intégration économique (2021-2023). Les grandes entreprises des secteurs bancaire, télécoms, agro-industriel ou logistique tirent profit de cette intégration pour se déployer à l'échelle régionale.

Cependant, l'accès à ce marché reste très inégal. Les PME locales peinent à bénéficier pleinement de l'intégration, freinées par les coûts logistiques, la complexité réglementaire et l'insuffisance de mécanismes de financement adaptés. La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, bien qu'unique en Afrique subsaharienne, demeure principalement accessible aux grandes entreprises et aux Etats.

Selon les rapports annuels de la BRVM 2022 et 2023, sa capitalisation boursière tournait autour de 18 000 milliards de FCFA, soit environ 15 % du PIB de l'UEMOA. Cette concentration limite son impact direct sur le tissu entrepreneurial local.





Monnaie et stabilité macroéconomique : un amortisseur souvent sous-estimé

Sur le plan macroéconomique, l'intégration régionale joue un rôle stabilisateur, en particulier dans l'espace UEMOA. La Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest souligne dans ses rapports annuels 2019–2023 que la coordination monétaire et budgétaire a contribué à maintenir une inflation modérée même face à des chocs extérieurs — comme les effets de la pandémie de Covid-19 ou les fluctuations des prix des matières premières.

Cette stabilité profite indirectement aux ménages, en limitant l'érosion du pouvoir d'achat. Cependant, ces bénéfices macroéconomiques restent souvent abstraits pour les populations, faute de politiques d'accompagnement visibles et de pédagogie économique suffisante.

Un impact réel, mais inégalement perçu

Pris ensemble, ces éléments montrent que la CEDEAO joue un rôle concret sur les économies locales. Mobilité du travail, échanges transfrontaliers, accès élargi aux marchés et stabilité monétaire constituent des leviers d'intégration réelle. Mais leur impact reste

fragmenté, inégalement distribué et souvent mal perçu par les populations. L'écart entre les mécanismes régionaux et l'expérience vécue explique en partie la défiance observée dans certains contextes nationaux. Là où l'intégration devrait signifier des opportunités visibles, elle demeure pour beaucoup une promesse partielle, entravée par des obstacles administratifs, sociaux et politiques encore persistants.

Pour que la CEDEAO renouvelle sa légitimité, l'enjeu n'est pas seulement institutionnel. Il réside dans la capacité à transformer les acquis macroéconomiques et juridiques en bénéfices concrets, lisibles et équitablement partagés au niveau local.

SEM. FANTA CISSÉ

*Ancienne représentante résidente
de la CEDEAO en Côte d'Ivoire.*

“ Nous ne sommes pas à un point de rupture,
mais à un **tournant stratégique**. ”

Crise de l'AES, gouvernance, libre circulation, intégration économique : à l'occasion des 50 ans de la CEDEAO, sa représentante résidente en Côte d'Ivoire, Son Excellence Fanta Cissé, livre pour ADN Politics une lecture assumée des défis qui traversent aujourd'hui l'organisation régionale.

A l'heure où la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest célèbre ses 50 ans dans un contexte de tensions inédites, sa représentante résidente en Côte d'Ivoire, Fanta Cissé, défend une lecture résolument offensive de la crise actuelle.

Pour elle, les critiques, les ruptures et même le retrait de certains États ne traduisent pas un rejet du projet communautaire, mais une attente accrue.





« **La CEDEAO a largement tenu ses promesses fondatrices et construit des acquis remarquables. Nous ne sommes pas à un point de rupture, mais à un tournant stratégique qui appelle à une ambition renouvelée** », affirme-t-elle d'emblée.

En cinquante ans, rappelle-t-elle, l'institution a posé des jalons structurants. « **La CEDEAO a créé le plus grand espace de libre circulation au monde après Schengen, facilité des millions de déplacements transfrontaliers, et contribué à stabiliser la région lors de nombreuses crises** ».

Pour la diplomate, les tensions actuelles sont paradoxalement un signe de maturité : « **Elles montrent que les citoyens prennent l'institution au sérieux et attendent davantage d'elle. C'est une demande de progrès, pas un rejet.** »

Sécurité, politique et économie : une évolution assumée

Face aux critiques sur l'évolution de la CEDEAO vers un rôle politique et sécuritaire, Fanta Cissé assume pleinement cette trajectoire. « **Cette évolution était inévitable. On ne peut construire une intégration économique durable sans un minimum de stabilité régionale** », soutient-elle.

A ses yeux, l'institution a fait preuve de lucidité stratégique. « **Son action en matière de médiation a évité des conflits, ses interventions ont sauvé des vies, et ses missions d'observation électorale ont renforcé la transparence démocratique.** »

Le véritable défi, insiste-t-elle, n'est pas le fond mais la perception : « **Il ne s'agit pas de choisir entre économie et politique, mais de mieux communiquer sur leur complémentarité. La prospérité partagée ne peut exister sans paix ni stabilité.** »

Libre circulation : un acquis à concrétiser pleinement

Sur la libre circulation, souvent présentée comme l'emblème de l'intégration ouest-africaine, la représentante reconnaît les limites actuelles. « **C'est un acquis majeur dont bénéficient quotidiennement des millions**

d'Ouest-Africains, mais son potentiel reste sous-exploité », concède-t-elle. Les obstacles ne sont pas, selon elle, structurels : « **Les inégalités d'application reflètent surtout des défis techniques et institutionnels surmontables.** »



Crise AES : un signal d'alarme constructif

Le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger constitue, de son propre aveu, « **un signal d'alarme** » mais pas une fatalité. « **Historiquement, toutes les grandes organisations régionales ont traversé des crises qui les ont rendues plus résilientes. L'Union européenne a connu le Brexit, l'ASEAN a surmonté des tensions majeures.** »

Elle se veut résolument optimiste : « **La porte du dialogue est restée ouverte, car l'interdépendance géographique, économique et culturelle demeure une réalité incontournable. A moyen terme, leur réintégration est probable.** »

Gouvernance : réformer sans affaiblir

Sur les critiques liées à la gouvernance, Fanta Cissé reconnaît la nécessité d'évolutions. « **La crédibilité de toute institution repose sur la transparence et l'équité. La CEDEAO doit être périodiquement évaluée et améliorée.** »

Parmi les pistes évoquées : « **Renforcer l'autonomie technique de la Commission, créer un Conseil d'experts indépendants, et instaurer des consultations citoyennes annuelles dans chaque Etat membre.** » Des réformes qui, pour elle, « **renforceraient la transparence sans affaiblir l'efficacité décisionnelle.** »

Intégration et quotidien des citoyens

Pour regagner la confiance, l'intégration doit se traduire par des gains mesurables. « **Un travailleur qualifié devrait voir son diplôme reconnu partout dans la région, une PME pouvoir répondre à un appel d'offres régional sans obstacles insurmontables, un commerçant traverser plusieurs pays sans subir de taxes informelles.** »

Elle insiste : « **Les citoyens doivent devenir les premiers ambassadeurs de l'intégration parce qu'ils en bénéficient directement.** »

Le ciel ouest-africain comme levier de transformation

La réforme du transport aérien, prévue à partir de 2026, illustre pour la diplomate, cette approche pragmatique.

« **C'est potentiellement l'une des réformes les plus transformatrices des dernières décennies** », affirme-t-elle. « **Voyager entre deux capitales ouest-africaines doit devenir plus simple que de transiter par l'Europe.** » Inspirée par des exemples internationaux, elle se projette : « **D'ici quelques années, voyager en Afrique de l'Ouest devrait être deux fois moins cher et trois fois plus facile qu'aujourd'hui.** »



Une vision de refondation

En conclusion, Fanta Cissé assume une vision ambitieuse. « **Toute crise contient les germes d'un renouveau. La CEDEAO a l'opportunité de se refonder autour de sa Vision 2050.** » Elle imagine « **un espace intégré où les barrières ont disparu, où les diplômes sont reconnus, où une citoyenneté ouest-africaine complète les nationalités** ». Et conclut, confiante : « **Je crois au génie créateur de nos peuples et à leur volonté de construire ensemble un destin commun.** »

A l'heure de son cinquantenaire, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest se trouve à un moment charnière de son histoire. La crise ouverte par le retrait de certains Etats et la contestation de sa gouvernance ne signent pas l'échec du projet communautaire, mais révèlent l'urgence d'une refondation. Plus que jamais, l'intégration régionale demeure une nécessité pour l'Afrique de l'Ouest, à condition qu'elle produise des effets concrets, visibles et partagés. Le cycle qui s'ouvre sera décisif. Il dira si la CEDEAO est parvenue à transformer l'épreuve actuelle en opportunité de renouveau, à réconcilier l'institution avec les peuples et à redéfinir son rôle dans un espace régional en profonde recomposition. De cette capacité à se réinventer dépendra la crédibilité future du projet d'intégration ouest-africain.

IVOIRIEN DE LA DIASPORA

**ENRÔLE-TOI ET BÉNÉFICIE
D'UNE PENSION DE RETRAITE**

OÙ QUE TU SOIS !



LA CNPS, MAINTENANT C'EST POUR TOUT LE MONDE !

RÉGIME SOCIAL DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS



SCANNEZ-MOI
POUR VOUS ENRÔLER



**TRAVAILLEURS
INDÉPENDANTS**

**PAYEZ VOS COTISATIONS
SANS FRAIS!**



PARTENAIRES



cofina
Compagnie Financière Africaine



Onglet
"paiements"

*133*166#

#144*453#

Offre soumise à conditions



01 BP 317 Abidjan 01 • Tél. : 27 20 25 20 50 • web : www.cnps.ci • e-mail : info@cnps.ci |



LA CNPS, MAINTENANT C'EST POUR TOUT LE MONDE !

LE GRAND DÉCRYPTAGE
DOSSIER SPÉCIAL



ADAMA BICTOGO

— LE TEMPS DE L'ASSEMBLÉE —

Le passage d'Adama Bictogo à la tête de l'Assemblée nationale restera, à jamais marqué dans les annales de cette prestigieuse institution. Sous sa férule, elle s'est distinguée par des réformes qui l'ont, totalement, transfigurée. Le décès d'Amadou Soumahoro, le 7 mai 2022, en plein exercice de son mandat a nécessité l'élection d'une nouvelle personnalité pour hériter du perchoir et achever la législature qui courait de 2021 à 2025.

A l'issue d'un vote inédit, Adama Bictogo a été élu à la tête de l'Assemblée nationale. Il a bénéficié, outre du soutien massif de sa formation politique qu'est le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) de ceux du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (Pdci) et du Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (Ppaci).

Dans une déclaration lue à la tribune avant le vote, les groupes parlementaires d'opposition, notamment le PDCI de l'ex-président Henri Konan Bédié, et le PPA-CI de l'ancien chef d'Etat Laurent Gbagbo ont appelé leurs députés à voter pour Adama Bictogo.

Pour s'installer au perchoir, Adama Bictogo a largement battu son adversaire, le député Jean-Michel Amankou, 237 voix contre 6 pour trois votes blancs et deux bulletins nuls.

« **Le rassemblement et le consensus que nous avons appelés de tous nos vœux sont devenus une réalité à travers cette élection. Notre fraternité, notre solidarité, notre engagement pour l'intérêt général ont transcendé nos sensibilités politiques** », a lancé Bictogo après son élection.

Et d'enchaîner : « **c'est un choix qui traduit le consensus qui est un des principes démocratiques (...) Je voudrais relever le défi de cette présidence qui m'est confiée** ».

Dans la foulée, il a décliné sa vision. Il a annoncé quelques actions majeures qu'il compte entreprendre au cours de la législature 2021-2025 : la modernisation de l'Assemblée nationale en la

dotant de moyens novateurs en vue de légiférer efficacement, la mise sur pied d'un comité ad hoc d'élaboration du budget de l'Assemblée Nationale au titre de l'année 2023 dans une démarche inclusive et participative ; la création d'une commission ad hoc en vue de la révision du règlement de l'Assemblée Nationale, l'élaboration du règlement du Congrès et l'opérationnalisation des groupes d'amitiés en vue du rayonnement de l'institution tant au plan national qu'international.

Le contexte de la montée de Bictogo à l'hémicycle a permis de comprendre que la Côte d'Ivoire plurielle est capable de surmonter ses contradictions. D'autant plus que l'élection présidentielle d'octobre 2020 a laissé de vilaines traces. Elle a occasionné, officiellement, 87 morts et 484 blessés.

Le chœur autour de l'élection de Bictogo à la présidence de l'Assemblée Nationale sonnait comme la capacité endogène des Ivoiriens de pouvoir se rabibocher. D'autant plus que la fonction du Président de l'Assemblée Nationale, est somme toute importante.



Le Président de l'Assemblée nationale ivoirienne occupe une place stratégique. Se positionnant comme la troisième personnalité de l'État selon l'ordre protocolaire, garant de la stabilité démocratique et du pouvoir législatif. Il dirige l'institution chargée de voter les lois, d'adopter le budget et de contrôler

l'action du gouvernement. Il dirige les travaux de l'Assemblée nationale avec impartialité et exigence, assurant le fonctionnement des organes (bureau, commissions). Il incarne le dialogue constructif entre l'Assemblée et l'exécutif, veillant à la mise en œuvre des lois. Il est un pilier de la stabilité politique et de la cohésion nationale. Le Président

de l'Assemblée nationale joue un rôle clé dans la transformation de la vision du Chef de l'État en résultats concrets, assurant le contrôle parlementaire et la légitimité des actions de l'État, notamment le budget et la ratification des conventions internationales. Sous le magister de Bictogo, la stabilité au sein de l'Assemblée nationale,



la crédibilité parlementaire et le leadership parlementaire ont été les traits distinctifs. Avec une assemblée nationale majoritairement issu du parti au pouvoir, Bictogo avait l'impérieux devoir de donner la capacité à l'Assemblée nationale de transformer la vision présidentielle en résultats concrets.

La touche Bictogo dans le travail parlementaire

Adama Bictogo, Président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire (2022-2026), a transformé cette institution en un espace de dialogue fraternel, prônant

une famille parlementaire unie au-delà des clivages politiques. Il a promu la cohésion, l'écoute et le compromis, favorisant le travail collaboratif entre députés de la majorité et de l'opposition. Adama Bictogo a marqué son passage à la tête de l'Assemblée nationale par une approche inclusive, cherchant constamment à cimenter l'unité nationale au sein même de la représentation parlementaire. Dans la perspective des élections locales (régionale, municipales, sénatoriales) en septembre 2023 puis de la présidentielle d'octobre 2025, Adama Bictogo a mis un point d'honneur à ce que l'Assemblée Nationale ne soit pas un espace de tension, de crispation et de fortes dissensions.

Sous sa présidence, la gestion des groupes parlementaires à l'Assemblée Nationale ivoirienne a été marquée par une volonté d'inclusion, bien que ponctuée de tensions politiques classiques. Dès son élection, Adama Bictogo a instauré un style de management fondé sur le dialogue permanent. Cela s'est fait sentir par trois (3) axes majeurs.

Primo, Adama Bictogo a instauré des rencontres multipartites. Pour la première fois dans l'histoire de l'institution, il a instauré des audiences régulières avec l'ensemble des groupes parlementaires (RHDP, PDCI, PPA-CI, UDPCI) pour discuter des priorités législatives. Secundo, il a opéré par une démarche participative en mettant en place des comités ad hoc inclusifs pour l'élaboration du budget de l'Assemblée et la révision du règlement intérieur, associant ainsi l'opposition aux décisions structurelles. Tertio, la reconnaissance de l'opposition a été une préoccupation permanente.



Bilan législatif et transformation institutionnelle

Sous la présidence d'Adama Bictogo, l'Assemblée nationale ivoirienne a adopté d'importantes réformes axées sur la modernisation législative, le social et l'économie. Les lois marquantes incluent le code de déontologie médicale, le code de l'assainissement et du drainage, et des réformes fiscales sur les salaires, tout en modernisant l'institution par le «**e-parlement**». Au titre des réformes et lois, sur le plan de la santé et du social, l'adoption du code de déontologie et d'exercice de la profession infirmière. L'adoption du code de déontologie et d'exercice de la profession de sage-femme et maïeuticien. L'adoption du code de déontologie médicale.

Au niveau de l'Économie et Finances, la réforme des impôts sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères (ordonnance du 13 septembre 2023). La ratification de l'ordonnance renforçant la répression de la commercialisation et de l'exportation des produits agricoles (café, cacao, anacarde). La modification du Pôle pénal économique et financier pour renforcer la bonne gouvernance.

Au chapitre des Transport et Infrastructures, la modification de la loi d'orientation du transport intérieur (ordonnance du 13 septembre 2023). L'adoption du code de l'assainissement et du drainage est à mettre à l'actif de la législature passée. Inscrit dans la constitution de 2016, l'avènement du Sénat qui est effectif depuis quelques années fait du parlementarisme, une réalité en Côte d'Ivoire.



La consolidation du parlementarisme ivoirien s'appuie sur le passage au bicamérisme visant un meilleur contrôle de l'action gouvernementale et une production législative renforcée. Des réformes majeures, comme le plan d'action pour un parlement ouvert, visent à rapprocher l'institution des citoyens et à renforcer la démocratie ont été faites.

La fonction de contrôle de l'exécutif, principalement exercée par le Parlement, est un pilier de la démocratie visant à limiter les abus de pouvoir de l'exécutif en vérifiant l'application des lois et la gestion des affaires publiques. Elle s'appuie sur des moyens d'information comme des questions, des commissions d'enquête, mais aussi des sanctions comme des motions de censure et la mise du gouvernement devant ses responsabilités. L'Assemblée nationale a maintenu son rôle de contre-pouvoir via les commissions techniques et les

séances plénières, conformément aux articles 95 et 98 de la Constitution. Les ministres sont régulièrement venus devant les commissions pour défendre des projets de loi ou répondre aux questions des députés. L'on peut citer pêle-mêle Bruno Nabagné Koné (Construction, Logement et Urbanisme). Il a été auditionné le 17 juin 2025 pour rassurer les parlementaires sur la sécurité du foncier urbain et les mesures prises contre les effondrements d'immeubles.

Le ministre Amadou Koné des Transports a régulièrement été sollicité. Il a notamment apporté des éclairages sur la sécurité routière et la modernisation des infrastructures de transport.

Mamadou Sangafowa Coulibaly des Mines, Pétrole et Énergie a été Interpellé sur les questions liées au coût de l'électricité et à l'exploitation des ressources minières du pays. Quant à Adama Coulibaly des Finances et du Budget, il a été toujours présent lors des débats bud-

gétaires et des questions sur la dette publique et la gestion des finances de l'État. Plusieurs autres personnalités sont passées pour éclairer les lanternes des députés. Ces séances se sont inscrites dans l'axe de l'évaluation des politiques publiques, l'un des piliers du mandat d'Adama Bictogo, qui a pris fin le 17 janvier 2026 avec le renouvellement de la législature. Adama Bictogo a d'ailleurs qualifié ce partenariat entre l'Exécutif et le Législatif d'efficace lors de son bilan de fin de mission. Outre ces réguliers échanges avec l'Exécutif, l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire a connu une mutation profonde axée sur la digitalisation, le rapprochement avec les citoyens et le rayonnement international. L'innovation majeure réside dans la transformation numérique de l'institution pour gagner en efficacité et en rapidité. La digitalisation des travaux fut une réalité. Notamment avec l'abandon progressif du papier au profit de tablettes numériques pour les députés.

A l'ère de l'Intelligence Artificielle, l'Assemblée Nationale n'est pas restée en marge de cette avancée. Il a été noté l'intégration de l'IA pour la transcription automatisée et instantanée des débats parlementaires. S'agissant des infrastructures, la rénovation des espaces de travail et l'amélioration des conditions matérielles des élus furent au cœur des priorités du président sortant de l'Assemblée Nationale.

Le volume législatif fut particulièrement dense de 2022 à 2025. Adama Bictogo a réussi à faire de l'Assemblée nationale un autre levier de la politique étrangère ivoirienne.

Et le rayonnement international s'est fait sentir. L'on se souvient de l'accueil d'une vingtaine de présidents de parlements étrangers et l'organisation de sommets d'envergure, comme l'Union parlementaire de l'OCI en 2024. De 2022 à 2025, l'on dénombre l'installation de 49 groupes d'amitié pour renforcer les liens avec les parlements du monde entier. Sous la présidence d'Adama Bictogo, la diplomatie parlementaire ivoirienne a été compétitive. Tant il a activement œuvré pour l'intégration et la stabilité sur le continent. Au niveau de la CEDEAO, le renforcement de la collaboration avec le Parlement de la CEDEAO pour favoriser l'intégration des peuples et maintenir le dialogue communautaire fut pragmatique et probant. Au niveau de l'espace francophone, son plaidoyer pour des processus électoraux apaisés et inclusifs lors de rencontres avec ses pairs africains, notamment à Brazzaville en avril 2025 reste vivace dans les mémoires.

De solides partenariats stratégiques ont été noués. Ils ont permis la consolidation des liens avec des parlements clés comme ceux du Maroc, de l'Algérie, de l'Afrique du Sud et de la RDC pour aligner les stratégies législatives sur des enjeux de défense et de développement. L'action internationale s'est manifestée par une présence accrue dans les instances mondiales. Au niveau de l'Union Interparlementaire (UIP), la participation active aux assemblées mondiales, notamment à Genève en juillet 2025 et Tachkent en avril 2025, où le président Bictogo a plaidé pour un multilatéralisme parlementaire au service de la justice sociale et de la paix mondiale, est un fait marquant. Dans le Monde Is-

lamique, l'ancien président de l'Assemblée nationale a été en fin de mandat en mai 2025 comme président du Comité exécutif de l'Union des parlements des États membres de l'OCI (UPCI), marqué par une passation de charges à Jakarta après une présidence ivoirienne jugée active.



Le renforcement des échanges avec des puissances comme la France, la Turquie et l'Arabie Saoudite pour moderniser l'institution (e-parlement) et favoriser les investissements fut une vraie avancée et réussite.

Ce bilan de diplomatie parlementaire a contribué à propulser et repositionner l'Assemblée nationale comme une force de proposition et de médiation sur la scène mondiale.

De bonnes pratiques à perpétuer

De 2022 à 2025, le passage du Président Adama Bictogo a laissé des traces indélébiles qui ne font que consolider l'État de droit et améliorer durablement les conditions de vie des citoyens ivoiriens. L'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire joue désormais, pleinement, un rôle crucial dans l'amélioration du quotidien des citoyens à travers trois missions fondamentales : légiférer sur des sujets concrets (santé, éducation, emploi), contrôler l'action du gouvernement pour garantir l'efficacité des fonds publics, et représenter les populations. Au regard de l'immensité du travail abattu par le Président Bictogo, il est de bon aloi de noter que cette institution vise à améliorer les conditions de vie en rapprochant la démocratie des populations.

L'impact du comportement des parlementaires et de l'efficacité de l'institution législative dépasse les murs de l'Hémicycle. Il touche au cœur du contrat social. Il appartient de perpétuer ce schéma de pensée.

La crédibilité de l'Assemblée nationale repose, dorénavant, sur sa capacité à représenter fidèlement la volonté populaire tout en agissant avec dignité. Les débats doivent être le reflet de la connexion des élus avec les réalités quotidiennes que vivent leurs mandants.

Le volume législatif observé à la législature passée montre que la Côte d'Ivoire a traversé un cap. L'équilibre des pouvoirs a été une réalité.



L'on a constaté que l'hyper présidentialisation que l'on observe dans les systèmes où l'Assemblée Nationale est faible, fait désormais partie d'un passé lointain. Les députés ont donné le tempo, impulsé un rythme nouveau qui ne peut qu'être amélioré. Plus de reculade n'est permise. Le contrôle de l'action doit se faire dans d'excellentes dispositions d'esprit par la représentation du peuple. A savoir sans méfiance et sans défiance. De quoi établir un lien fort, une puissante jonction entre le peuple et l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire s'affirme comme un pilier de la démocratie ivoirienne, agissant comme un véritable conservatoire et un moteur de trans-

mission des valeurs républicaines entre les générations de parlementaires. Les acquis et bonnes pratiques doivent être perpétués.

C'est en cela que la modernisation institutionnelle, le contrôle et la redevabilité vont demeurer les traits distinctifs de l'action parlementaire, en tous temps, en Côte d'Ivoire. C'est un véritable héritage institutionnel qui va modeler et caractériser l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire pour de bon. L'ère Bictogo étant la référence majeure. Les générations actuelles et futures de présidents de l'Assemblée nationale ont tout à tirer du fructueux passage de Bictogo à la tête de l'Assemblée nationale.

La gouvernance d'Adama Bictogo à l'Assemblée nationale ivoirienne offre des enseignements clés. Il s'agit du renforcement du dialogue politique, l'ouverture aux oppositions, la modernisation des débats parlementaires et un engagement pour la diplomatie parlementaire. Sans oublier la cohésion nationale et l'adaptation de l'institution aux enjeux contemporains.

Joël Rabbi



Nos Missions

- La programmation des travaux d'entretien routier
- La gestion des projets de construction de routes et ouvrages
- La gestion des feux tricolores et des bacs
- La gestion de la Banque de Données Routières
- La surveillance du réseau routier
- L'assistance et le conseil aux maîtres d'ouvrage

L'AGERROUTE, c'est la gestion de :

82 000

Km de routes dont
7 731 km revêtues
74 481 km en terre

585

Carrefours
à feux tricolores

35 096

unités d'Ouvrages

12

Sites de bacs

Mais aussi la réalisation de :

8

Postes de pesage
à basse vitesse

404

Forages hydrauliques
villageoises



+225 27 20 25 10 23

www.ageroute.ci

Avenue Terrasson de Fougères,
Abidjan-Plateau. 08 BP 2604 Abidjan
08 Côte d'Ivoire



TÉLÉPHONE

+225 27 20 25 10 00



La créativité ne s'incarne pas, elle s'exprime.
Et c'est notre empreinte.



AGENCE CONSEIL EN COMMUNICATION

PUBLICITÉ • DIGITAL • AUDIOVISUEL • FORMATION

Infoline : (+225) 07 48 84 93 53 • (+224) 611 86 07 43

www.marquedhonneur.com